

*Jeanne Duprat (maraîchère, CAT)* : nous avons besoin de cette porte d'entrée animation, directement efficace sur les questions essentielles. On peut faire 1 an pour montrer que le projet est nécessaire et pour impulser. Cette personne n'aura pas la partie animation, elle n'a même pas à débayer. Sur pas mal de communes, l'action de répertorier les terres est commencée. C'est plus de la récolte d'informations, de l'assemblage.

*Frédéric Caignard (CAT)* : on peut commencer par les communes qui ont de l'expérience.

*Séverine Laborieux (CAT)* : encore faut-il qu'on remplisse l'appel à projets du PNA

*Eric Coignat (adjoint mairie Andernos)* : sinon il y a l'idée du FEAMP avec un groupement d'employeurs qui joue le rôle de DLAL (Développement local mené par les acteurs locaux).

*Thibaut Laporte (BA2E)* : c'était l'initiative d'un collectif d'ostréiculteurs. Ils ont fait financer une étude de faisabilité au DLAL FEAMP via un cabinet d'étude. Il a défini l'offre de service, la faisabilité, le moteur économique. Tout cela financé par le FEAMP. L'étude a été positive et a conduit au dépôt de dossiers de financements. On est ici peut-être sur les mêmes modalités ? Il faut voir s'il reste des fonds LEADER, sur l'axe « développer des actions collectives ».

*Sylvie Ducasse (CAT)* : qui porte l'étude de faisabilité ? Les collectivités peuvent-elles déposer une demande de financements Leader ?

*Zoé Pujol (PQNA)* : dans notre exemple de GIP, plusieurs structures publiques cofinancent.

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* : est-ce que, si les collectivités n'ont pas la compétence agricole, elles peuvent quand même rejoindre le GIP ?

*Cyril Perpina (CAT)* : un GIP peut-il faire entrer des intercommunalités ?

*Marie Mellac (géographe Université Bordeaux Montaigne)* : oui, même des structures publiques, parapubliques... la SAFER par exemple.

*Jean-Roland Barthélémy (CAT) fait le point sur les différentes options évoquées.*

Au niveau des financements, qui côté public ?

- les 3 intercommunalités ? ou plutôt les quelques premières communes volontaires

Qui côté privé ?

[...pas de réponses...]

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* : c'est peut-être plus difficile de convaincre toutes les communes, plutôt que l'intercommunalité ?

*Eric Coignat (adjoint mairie Andernos)* : le Sybarval pourrait participer au pilotage du PAT ; comme il le fait pour le plan climat énergie. Pourquoi pas sur l'agriculture ?

*Nicolas Durou (sigiste Sybarval)* : il peut faire office d'observatoire du foncier (avec le partenariat Gironde Ressources sur les DIA – Déclaration d'Intention d'Aliéner).

*Séverine Laborieux (CAT)* : à quel niveau on soutient le PAT ? Il en est où ce PAT ?

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* : ce sont les plusieurs acteurs qui sont autour de la table.

[...]

*Elu Mios* : le pays Barval n'existe pas. Quand il y a un projet territorial, c'est une intercommunalité qui le porte et il faut convaincre les 17 maires. Par contre, je pensais au plan climat énergie. Le

Sybarval est reconnu comme pilote (dispositif TEPCV - territoire à énergie positive pour la croissance verte).

*Julie Lailliau (doctorante CD33)* : juste pour exemple, la communauté de communes de Montesquieu a créé un poste chargé de la capacité alimentaire et du plan climat énergie. C'est un poste qui travaille pour le territoire.

*Alain Pellon (Amis de la Terre Val de l'Eyre)* : mais pour le projet de territoire, l'idée d'aller chercher le Sybarval ne me paraît pas la bonne ; il serait souhaitable que ce projet soit porté par les intercommunalités.

Cyri Perpina (CAT) : mais dans le Sybarval, on a tous les maires, c'est une bonne tribune.

*Zoé Pujol (PQNA)* : il faut avant tout trouver les contours d'un poste sur 1 an ; vous avez listé beaucoup de missions pour une personne...

*Alain Pellon (Amis de la Terre Val de l'Eyre)* : quel modèle économique développer ? Les financements publics sont volatiles...

*Jean-Marc Louvet (CAT)* : nous sommes dans de telles circonvolutions intellectuelles qu'on a l'impression ne peut plus rien pouvoir construire. Nous voulons juste créer UN EMPLOI indispensable au territoire avec un financement récurrent ! Je fais un parallèle avec la recherche scientifique dans laquelle les chercheurs répondent à des appels à projets –de court terme- très chronophages et démoralisants quand rejetés. Et pour bénéficier de fonds ils doivent justifier de résultats et de publications...En lançant le PAT nous l'avons d'emblée inscrit dans une vision à long terme.

*Jeanne Duprat (maraîchère Biganos et CAT)* : il faut faire la preuve par l'exemple, il faut de la patience. Pour convaincre tous les maires. Il faut 1 exemple pour enclencher. Plus on est frontal, moins on avance.

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* : je ne suis pas forcément d'accord. J'ai l'exemple dans l'habitat, ce sont les actions les plus ambitieuses qui ont le mieux réussi ; avec des plans à 5-7 ans. Nous avons déjà fait 5 plénières, c'est beaucoup !

*Frédérique Caignard (CAT, cuisinière Ecole Montessori)* : mais on peut déjà y aller, aller chercher du financement participatif, du mécénat, faire une annonce publique ; faisons ! mais n'attendons pas ! On est sur la vague !

*Alain Pellon (Amis de la Terre Val de l'Eyre)* : je complète juste sur le fait qu'il faut aussi regarder notre capacité d'auto-financement.

*Elu Mios* : pour le financement via une commune, pourquoi pas si c'est du financement ponctuel, mais c'est quand on est sur la durée qu'il faut diversifier, planifier davantage.

*Elu Andernos* : il faut présenter un projet sérieux, et chaque année démontrer son efficacité. Pour monter un projet, on met 1 à 5 ans ; on est toujours sur des temps à rallonge. Il y a un manque d'efficacité totale dans l'administration. On s'habitue, puis on se démotive.

*Frédérique Caignard (CAT, cuisinière Ecole Montessori)* : il faut les deux !

*Elu Andernos* : par exemple, sur un projet de méthanisation avec Mios, cela fait déjà 4 ans qu'on est dessus.

*Sylvie Ducasse (CAT)* : c'est ici juste le processus de décision que vous décrivez. Prenons le Scot, c'est de l'argent public qui est mis dans une étude dans l'identification des terres agricoles. Parle-t-on étude de faisabilité ou poste ?

*Zoé Pujol (PQNA)* : et sinon, il pourrait être intéressant de créer un stage pour faire cela ?

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* complète la synthèse des échanges :

Créer une structure où on pourrait intégrer quelques communes.  
Avec BA2E, mener l'étude de faisabilité  
Collaboration avec acteurs publics, trouver un moteur économique et un modèle économique avec des co-financements.

*Hervé Georges (maraîcher, CAT)* : il y a aussi une solution de financement ; demander une subvention/prestation de service à chacune des communes. En échange, on aide à l'implantation des agriculteurs sur le territoire. On peut partir sur 4-5 ans / commune pour des missions, pour des services rendus par le Collectif aliment-terre.

*Jean-Marc Louvet (CAT)* : il s'agit d'amorcer la pompe. En faisant valeur d'exemple Jeanne Duprat travaille pour le collectif. On peut commencer en partant par des communes ou des personnes volontaires. On est dans une situation critique au niveau social et dans une campagne électorale mais de nouveau cette échéance n'est pas la nôtre, nous sommes dans le temps long.

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* : on pourrait organiser une conférence de presse pour faire un appel aux collectivités, candidats aux municipales, citoyens & communiquer sur l'état des lieux PAT en lettre ouverte ?

*Elu Mios* : je pense qu'il ne faut pas aller sur le plan politique.

*Véronique Bauget (Terre de Liens Aquitaine)* : je ne connais pas BA2E, vous êtes rattaché à la COBAS ?

*Thibaut Laporte (BA2E)* : c'est une structure au service des intercommunalités, financé par les collectivités.

*Véronique Bauget (Terre de Liens Aquitaine)* : pourrait-on confier un volet agricole à BA2E ? quel blocage ? statutaires ou de principes ? techniquement ?

*Thibaut Laporte (BA2E)* : techniquement oui c'est possible, c'est une agence de développement économique rattaché à la COBAS (qui facture aux autres intercommunalités ensuite). Le contenu de la mission est défini par les intercommunalités. Donc, si les 17 maires soutiennent le projet, ça peut être une solution.

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* : si le poste est donné à BA2E, cela lui minimiserait l'ambition...

*Marie-Hélène Ricquier (Ecocitoyens du Bassin d'Arcachon)* : je pense que c'est utile d'organiser une grande réunion publique sur le PAT ? On pourrait l'organiser.

*Cyril Perpina (CAT)* : c'est à réfléchir. Déjà, on va faire passer un article via la presse.

*Jean-Roland Barthélémy (CAT)* : nous arrivons à la fin de la réunion. Pour la prochaine fois, ce qui est resté en suspens : créer un espace-test agricole ? On a trouvé un lieu et la négociation est en cours... On travaille sur l'aboutissement de ce projet et sur la collaboration avec le Sybarval pour le diagnostic agricole du futur SCOT.

Il y a aussi la distribution alimentaire qu'on a laissé de côté et la question de la transformation. Nous choisirons parmi ces sujets-là pour organiser la prochaine plénière.

*Cyril Perpina (CAT)* : et nous vous tiendrons au courant de l'avancée de la structuration du point relais.

## Annexe 1

Liste des participants :

- Alexandra Gaulier, élue à la mairie de Mios, déléguée à la planification urbaine
- Didier Bagnères premier adjoint à la mairie de Mios, délégué à l'urbanisme
- Bernard Soubiran élu à la mairie de Mios, délégué à l'environnement
- Eric Coignat, adjoint à la mairie d'Andernos
- Dominique Ducasse, mairie de La Teste de Buch
- Marie Mellac, géographe à l'Université Bordeaux Montaigne
- Véronique Bauget, animatrice régionale de Terre de Liens Aquitaine
- Marlène Gaspé, animatrice de l'Association Girondine pour l'Agriculture Paysanne
- Aurélien Tournant, porteur de projet agricole
- Marylène Derrien, porteuse de projet agricole
- Hervé Georges, maraîcher de l'AMAP de Sillac, élu à la mairie de Salles
- Jeanne Duprat, maraîchère de l'AMAP Coeur de Bassin
- Amandine Naudy, membre du Collectif Aliment-Terre
- Frédérique Caignard, membre du Collectif Aliment-Terre, rédactrice en cheffe de Bon sens mag', et récemment cuisinière au sein d'une Ecole Montessori
- Nicolas Durou, sigiste au Sybarval (SIG : système d'information géographique)
- Céline Drissi, attachée territorial au Conseil Départemental de la Gironde (CD33), au service Urbanisme et développement des territoires (réfèrent des Pactes Territoriaux pour le secteur du pays Barval)
- Zoé Pujol, chargée de mission au sein de Pays et Quartiers Nouvelle-Aquitaine (PQNA)
- Jean-Roland Barthélémy, membre du Collectif Aliment-Terre
- Marie-Hélène Ricquier, membre des Ecocitoyens du Bassin d'Arcachon
- Cyril Perpina, pépiniériste de la Serre aux Délices et membre du Collectif Aliment-Terre
- Thibault Laporte, chargé de mission développement économique au sein de BA2E (Bassin d'Arcachon val de l'Eyre Expansion)
- Guiseppine Cansier, Biocoop, membre du GIE Biocoop Gironde
- Sandrine Linxe, Biocoop Gujan Mestras
- Mélodie Thinon, animatrice de Porte-Greffe, l'espace test de Gironde
- Julie Lailliau, doctorante à l'Agenda 21 du CD33 (laboratoire IRSTEA)
- Annick Deguille, élu à la mairie de Lanton
- Christine Chatain, citoyenne de Lanton (accompagne Annick Deguille)
- Alain Pellon, membre des Amis de la Terre Val de l'Eyre
- Nathalie Besson, Manger Bio Sud-Ouest (coopérative)
- Benjamin Labelle, directeur de Manger Bio Sud-Ouest
- Séverine Laborieux, membre du Collectif Aliment-Terre
- Noël Rousseau, ancien éleveur, membre d'un groupe « qui se met en place sur Lanton pour étudier les solutions pour l'autonomie alimentaire »
- Florence Le Poitevin, membre du Collectif Aliment-Terre
- Sylvie Ducasse, membre du Collectif Aliment-Terre
- Jean-Jacques Duhamel, membre des Ecocitoyens du Bassin d'Arcachon
- Jean-Marc Louvet, membre du Collectif Aliment-Terre

## Annexe 2

### Discours d'introduction. Jean-Marc Louvet

Bonjour et bienvenue à toutes et à tous,

Merci d'avoir répondu à l'invitation de l'association Collectif Aliment-Terre, créée il y a bientôt 4 ans, pour initier une démarche de transformation de l'agriculture et de l'alimentation du territoire des 17 communes du Val de l'Eyre et du Bassin d'Arcachon.

Nous remercions tout particulièrement la municipalité de Mios pour son accueil.

Je suis Jean-Marc Louvet, scientifique à l'Institut National de la Recherche Agronomique en charge d'études sur les changements climatiques dans les forêts des Pyrénées.

Les prévisions du GIEC viennent d'être précisées. Le scénario prévoit que le réchauffement climatique pourrait être beaucoup plus prononcé que prévu initialement. Inutile d'attendre que les générations futures nous accusent de notre inaction, une jeune fille courageuse vient de le faire à l'ONU. Le changement –climatique–, c'est maintenant. Nous sommes à un tournant civilisationnel pour lequel tout le monde doit s'engager, c'est une question de survie.

La fin du pétrole et les bouleversements climatiques sont des échéances proches qui imposent de **relocaliser notre économie**, et donc prioritairement ce qui fonde notre survie, à savoir une **agriculture nourricière**.

Cela implique une reconversion des grands espaces de culture. Le bassin versant du Bassin d'Arcachon ne devrait comporter qu'une agriculture respectueuse de l'environnement. Une étude récente prouve que la disparition des zostères qui sont des plantes marines indispensables au biotope et évitent aussi l'envasement du Bassin est directement liée à l'agrochimie en amont. Il ne s'agit pas de stigmatiser un type d'agriculture mais de l'accompagner dans sa transformation.

Ces perspectives proches et anxiogènes ne doivent pas nous tétaniser mais nous inciter à agir dès maintenant.

L'INRA et d'autres organismes publics s'y emploient désormais. Chacun peut à son niveau œuvrer pour ce changement. La sensibilisation doit commencer dès le plus jeune âge par notamment des potagers scolaires qui éduqueront les enfants à l'agroécologie. Ce n'est ici qu'une des nombreuses actions à imaginer et mettre en œuvre.

**Nous sommes conscients du temps long** nécessaire au redéveloppement du tissu agricole. Mais l'ambition du Collectif aliment-terre de cheminer vers une 'autonomie alimentaire pour le pays Val de l'Eyre – Bassin d'Arcachon nous pousse à continuer ce travail de **lanceur d'alerte constructif** en initiant ce Projet Alimentaire Territorial. C'est l'occasion **historique** de mettre en route un véritable **projet de société pour le territoire**.

De nombreux Projets Alimentaires Territoriaux se développent en France. Des communes ou des communautés de communes visent notamment la reconquête de leur ceinture maraîchère préexistante pour pallier leur précarité alimentaire et répondre à une demande sociétale de plus en plus forte pour une alimentation saine et de proximité.

Alors que le chômage laisse de côté un trop grand nombre de citoyens, le Projet Alimentaire Territorial permettra le déploiement d'un nouveau tissu d'actifs : de la production à la commercialisation, en passant par la transformation, les cuisines, l'animation, le transport, la logistique, etc. Une des conditions sera de privilégier le développement d'une agriculture non plus intensive en chimie mais intensive en emploi non délocalisables.

La loi Grenelle et les lois d'orientation agricole vont dans le bon sens en limitant l'étalement urbain et contribuent ainsi à préserver les espaces naturels, forestiers et agricoles. Des outils législatifs existent pour éviter l'artificialisation des bonnes terres agricoles, sanctuariser les terres cultivables,

condition indispensable pour l'investissement de long terme nécessaire à l'agriculture. Les collectivités locales doivent avoir le courage politique de les appliquer dans les PLU et les SCOT, de mettre en culture le foncier communal et inciter les propriétaires privés à s'engager, par la signature de baux ruraux et environnementaux. Il en va de même pour le Département de la Gironde et le Conservatoire du littoral pour les espaces naturels précédemment cultivés. L'inventaire mené conjointement avec l'université de géographie de Bordeaux sur les 4 communes du sud Bassin recense 382 ha en friches. Cette étude ne comprend même pas les parcelles sous utilisées. **La terre est un bien commun au même titre que l'air et l'eau.**

Le morcellement du foncier implique des structures de petite taille donc à échelle humaine. La mémoire de notre passé récent ainsi que de nombreuses études scientifiques prouvent que la ferme familiale à taille humaine de polyculture-élevage est le système agricole le plus productif, le plus résilient et le moins gourmand en carbone, ici et sur toute la planète. Ce retour à une agriculture de bon sens n'est ni passéiste ni rétrograde mais bien au contraire une évolution futuriste.

L'agroforesterie et le sylvopastoralisme sont des pratiques qui ont de tous temps fait la preuve de leur intérêt. La forêt cultivée autour de nous fait 1 million d'hectares. La monoculture, en agriculture comme en forêt a montré sa fragilité et ses limites. Des exemples concrets montrent sur notre territoire que même un sol forestier pauvre en nutriments peut devenir productif en quelques années. Ayant personnellement travaillé longtemps dans les palmeraies de plusieurs pays, je sais qu'il est possible de créer des oasis pour faire fleurir le désert pourvu qu'on ait de l'eau et du soleil.

Lors de notre dernière plénière nous sommes arrivés au constat partagé de la nécessité d'un relais local des institutions publiques ayant trait à l'agriculture et des collectivités locales pour relier foncier et installation de paysannes et paysans sur notre pays.

Je laisse la parole à Jean-Roland Barthélémy et Cyril Perpina qui vont coanimer cette réunion. Damien Toubant en sera le secrétaire de séance.

Merci